

Trajectoires des chômeurs de longue durée en Suisse – une analyse de données AVS/AI

Qui est frappé par le chômage de longue durée? Qui et combien de ces personnes épuisent leur droit aux indemnités de chômage? Qu'arrive-t-il après une période de chômage de longue durée? Combien de personnes parviennent-elles à revenir sur le marché de l'emploi, lesquelles et de quelle manière? Telles sont les questions auxquelles répond une étude de l'Office de statistique du canton du Tessin (Ustat) et de l'Université de Genève sur les trajectoires de vie professionnelle des chômeurs de longue durée en Suisse¹.

Cette étude à caractère exploratoire utilise des données longitudinales sur le statut d'emploi et de chômage des personnes ayant vécu en Suisse une période de chômage de longue durée qui s'est achevée dans le courant de 2004 (voir encadré). Elle analyse les trajectoires individuelles, autrement dit les séquences de statuts au cours des 36 mois qui précèdent et des 36 mois qui suivent la période de chômage de longue durée en termes de compositions, de durées et de répétitions, ainsi que des flux d'un statut à l'autre.



Fabio B. Losa Maurizio Bigotta
Office de statistique du canton du Tessin

Eric Stephani

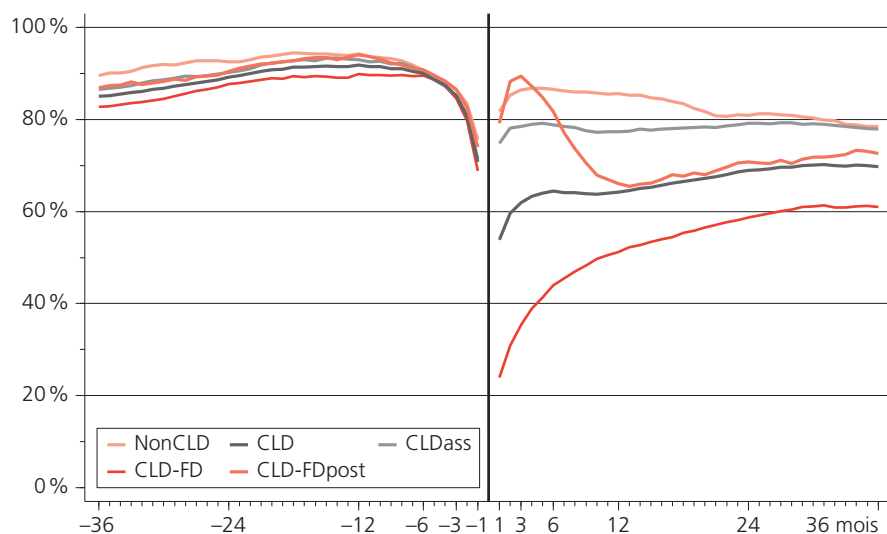
Gilbert Ritschard
Université de Genève

Principaux résultats en termes généraux

Incidence²

0,7% de la population active suisse, autrement dit 18 700 personnes sur 2,7 millions, sont sorties en 2004 d'une période de chômage qui a duré au moins douze mois. Parmi elles, 8000 (43%) ont quitté le statut de chômeur lorsqu'elles ont épuisé leur droit aux indemnités de chômage (identifiées par l'acronyme CLD-FD), 3300 (17%) ont achevé la période de chômage sans avoir épuisé leur droit aux indemnités, mais l'ont épuisé au cours des mois qui ont suivi, dans le même délai cadre (identifiées par l'acronyme CLD-FDpost), et les 7400 personnes restantes (40%) ont quitté le statut de chômeur sans avoir épuisé leur droit aux indemnités, soit parce qu'elles ont trouvé un travail, soit parce qu'elles ont abandonné la vie active en Suisse (identifiées par l'acronyme CLDass).

Taux d'activité par catégorie de chômeurs de longue durée, avant et après **G1**



Source: Graphique de l'Ustat à partir des données des comptes individuels (OFAS/CSC) et de celles concernant les personnes inscrites au chômage (SECO).

1 Le rapport complet sera publié prochainement dans la collection «Analisi» de l'Office de statistique du canton du Tessin.

2 Nous appelons taux d'incidence le rapport entre l'effectif des chômeurs de longue durée et la population active correspondante.

Exclusion significative du monde du travail

La conséquence la plus évidente qui ressort de la comparaison avec les personnes qui n'ont vécu qu'une brève période de chômage (de quatre à six mois, identifiées par l'acronyme NonCLD) est la perte d'un pourcentage considérable de main-d'œuvre suite à la longue période de chômage, perte qui se traduit par une baisse du taux d'activité (voir figure G1) et qui, mis à part un rattrapage initial partiel (et un modeste retour par la suite dans le cas des chômeurs en fin de droit), demeure permanente. Trois ans après la fin du chômage de longue durée, en effet, parmi les CLD-FD, trois personnes précé-

demment actives sur neuf n'ont plus retrouvé d'emploi sur le marché du travail. La perte est de l'ordre de deux personnes sur neuf pour les CLD-FD-post, et d'une personne et demie sur neuf pour les CLDass.

Les transitions d'actif à non-actif dominant

L'ampleur de l'hémorragie de main-d'œuvre et les différences entre les diverses catégories de chômeurs de longue durée sont déterminées essentiellement par le flux de ceux qui

étaient actifs avant (la période de chômage) à non-actifs après, flux qui est nettement supérieur au flux inverse (de non-actif à actif) (voir figure G2).

Contrairement à ce qu'on pourrait supposer, les premiers flux ne sont pas systématiquement corrélés à un passé professionnel caractérisé par des formes de précarité, telles qu'épisodes de chômage ou emplois atypiques. Dans le cas des chômeurs en fin de droit, par exemple, ces flux représentent des pourcentages de plus de 40% aussi bien pour ceux qui auparavant étaient salariés que pour les actifs occupés avec plusieurs emplois, les chômeurs ou les chômeurs partiels. Unique exception, ceux qui auparavant étaient indépendants, avec un pourcentage de 30%.

Données, concepts et méthode

Sources de données : données longitudinales du Registre des comptes individuels de l'AVS/ AI combinées avec des informations relatives aux caractéristiques individuelles provenant des archives du SECO sur les personnes inscrites au chômage.

Chômage de longue durée : est ici défini comme période d'au moins douze mois consécutifs durant laquelle la personne sans emploi a perçu des indemnités de chômage au sens de la loi sur l'assurance-chômage (LACI).

Population de référence : toutes les personnes domiciliées en Suisse en âge de travailler durant toute la période d'observation, de nationalité suisse ou étrangère, soumises aux dispositions de la LACI régissant le droit aux indemnités, et qui ne relèvent pas de situations particulières eu égard à une participation potentielle au marché du travail (p. ex. formation, divorce).

Période de référence : l'étude a pris en considération les personnes qui ont achevé un épisode de chômage de longue durée dans le courant de 2004; la période d'observation s'étend donc de 1999 à 2007.

Statuts professionnels : on a identifié six statuts : non-actifs et, parmi les actifs, salariés (avec un seul emploi), actifs occupés avec plusieurs emplois, indépendants, chômeurs partiels (c.-à-d. à la fois occupés et au bénéfice d'indemnités de chômage) et chômeurs complets.

Catégories de chômeurs de longue durée : des analyses préliminaires ont révélé l'existence d'une tripartition des trajectoires des chômeurs de longue durée, suivant que le droit aux indemnités LACI est épuisé ou non. Cette tripartition a structuré l'analyse.

- CLD-FD (en fin de droit) : chômeurs qui achèvent la période de chômage en même temps qu'ils épuisent leur droit aux indemnités;
- CLD-FDpost : personnes qui quittent le statut de chômeur bien qu'elles n'aient pas épuisé leur droit aux indemnités, mais qui l'épuisent dans les mois qui suivent après avoir été à nouveau au chômage ou au chômage partiel;
- CLDass (au sens strict) : personnes qui sortent du statut de chômeur sans avoir épuisé le droit aux indemnités, et qui ne l'épuisent pas non plus dans les mois qui suivent (soit durant la période de référence).

Comme groupe témoin, on a sélectionné un échantillon de personnes ayant vécu en 2004 un épisode de chômage de courte durée (quatre à six mois consécutifs au total); elles sont identifiées par l'acronyme NonCLD.

Précarisation des rapports de travail

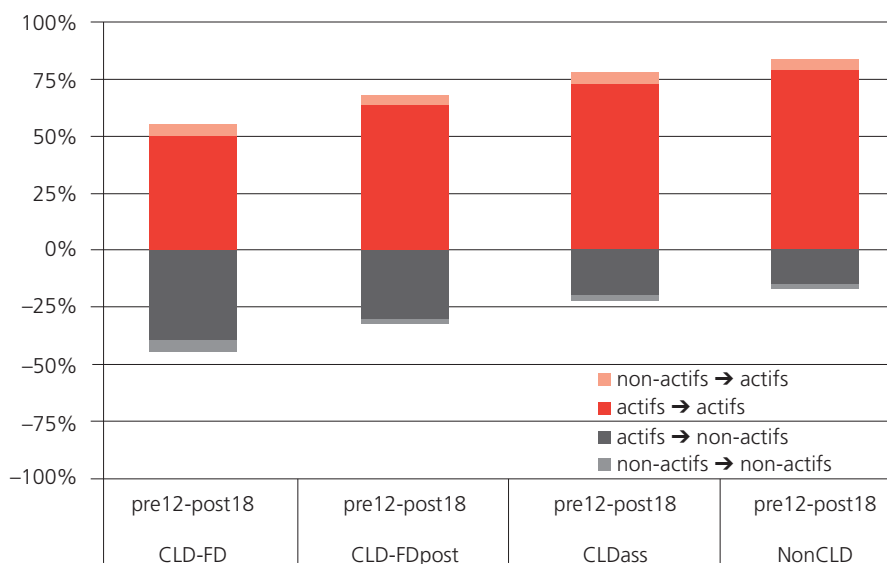
L'épisode de chômage de longue durée fait office de ligne de partage tant en termes de participation que de composition de la main-d'œuvre, en réduisant le nombre de salariés (avec un seul emploi) non seulement en faveur des non-actifs mais aussi de l'ensemble des occupations non standard, notamment indépendants, actifs occupés avec plusieurs emplois ou chômeurs partiels; cette réduction est particulièrement significative surtout parmi ceux qui épuisent leur droit aux indemnités. Les passages du statut de salarié à une forme d'activité de ce type dépassent partout la transition inverse pour toutes les catégories de chômeurs de longue durée, contrairement à ce qu'on enregistre pour les chômeurs de courte durée.

Pour les chômeurs en fin de droit CLD-FD, le pourcentage de salariés diminue de moitié, de 76% douze mois avant le début du chômage de longue durée à 38% 18 mois après la fin de celui-ci, pour se stabiliser à 42% au bout de trois ans. Pour ceux qui épuisent leur droit aux indemnités au cours des mois qui suivent (CLD-FD-post), on passe de 82% à 49% trois ans après la fin du chômage de longue durée et, pour ceux qui ne l'épuisent

Flux entre actifs et non-actifs en comparaison

pre12-post18 par catégorie de chômeurs de longue durée

G2



Source: Graphique élaboré par l'Ustat à partir des données des comptes individuels (OFAS/CSC) et de celles concernant les personnes inscrites au chômage (SECO).

pas (CLDass), de 83% à 59%. Pour ces deux dernières catégories, ce pourcentage final correspond grosso modo à celui enregistré 18 mois après la fin du chômage. Dans la même comparaison temporelle, le groupe témoin des chômeurs de courte durée (NonCLD) accuse une réduction de 8 points seulement (de 68% à 60%).

Précédents et rechutes

Les chômeurs de longue durée avec des précédents ou des rechutes au chômage sont une minorité, mais une minorité importante. Ceux qui ont connu des épisodes de chômage dans les trois ans qui précèdent l'événement analysé forment 23% de ceux qui n'épuisent pas le droit aux

indemnités (CLDass) et 29% de ceux qui l'épuisent au cours des mois suivant la fin de la période de chômage (CLD-FDpost). Le phénomène est légèrement plus marqué parmi les chômeurs de courte durée (NonCLD, 32%), mais dans leur cas les précédents sont de plus courte durée aussi. Les rechutes après l'épisode de référence sont souvent fréquentes et longues: un chômeur en fin de droit (CLD-FD) sur trois retombe au chômage (et en général pour plusieurs mois), contre un sur quatre dans la catégorie de ceux qui n'épuisent pas leur droit aux indemnités (CLDass). Dans ce cas également, les chômeurs de courte durée connaissent le plus de rechutes, accumulant aussi plusieurs mois: leur pourcentage est de 42%, dont la moitié passent plus de six mois au chômage au cours de la période qui suit. Cette situation suggère le début du cercle vicieux qui lie les chômeurs de courte durée aux chômeurs de longue durée.

Risque de cercle vicieux

L'expérience du chômage de longue durée affecte et fragilise encore plus les positions et les trajectoires professionnelles de ceux qui l'ont vécue, à preuve le redoublement quasi systématique de la durée moyenne des rechutes par rapport à celle des précédents. Encore une fois, ce sont les chômeurs en fin de droit qui accusent les valeurs les plus fortes, passant d'une moyenne de 2,1 mois de chômage durant la période précédente à 3,8 mois durant la période suivante. Cela suggère évidemment le risque d'un second tour de ma-

Composition des catégories de chômeurs par durée passée au chômage dans les périodes qui précèdent et qui suivent l'épisode analysé (en %)

T1

Durée passée au chômage (en mois)	Situation durant la période précédant le début du chômage de longue durée				Situation durant la période qui suit la fin du chômage de longue durée			
	CLD-FD	CLD-FDpost	CLDass	NonCLD	CLD-FD	CLD-FDpost	CLDass	NonCLD
Sans épisode de chômage (0 mois)	73,2	70,8	77,3	68,1	66,0	69,2	74,4	57,6
Avec des épisodes	26,8	29,2	22,7	31,9	34,0	30,8	25,6	42,4
de 1 à 6 mois	13,3	15,6	15,1	21,9	10,4	14,6	10,6	22,2
de 7 à 12 mois	8,1	8,4	4,8	8,0	8,4	9,0	7,4	12,5
de 13 à 24 mois	5,4	5,2	2,8	2,0	15,3	7,3	7,6	7,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Tableau élaboré par l'Ustat à partir des données des comptes individuels (OFAS/CSC) et de celles concernant les personnes inscrites au chômage (SECO).

Taux d'incidence du chômage de longue durée selon certaines variables (en %)

T2

	Incidence CLD
Observation	0,70
Sexe	
Hommes	0,66
Femmes	0,74
Classes d'âge	
21-25	0,70
26-35	0,72
36-45	0,71
46-52	0,64
Etat civil	
Mariés	0,65
Non-mariés	0,77
Nationalité	
Suisses	0,54
Etrangers	1,46
UE15/ AELE	0,90
Autres Européens	3,00
Autres	1,98
Formation	
I – Primaire	1,05
II – Secondaire	0,66
III – Tertiaire	0,44
Grandes régions	
Région lémanique	1,03
Genève	1,67
Espace Mittelland	0,58
Suisse du Nord-Ouest	0,61
Zurich	0,86
Suisse orientale	0,50
Suisse centrale	0,46
Tessin	0,82

Note: Le taux d'incidence est le rapport entre l'effectif des chômeurs de longue durée et la population active correspondante. Données fournies lors du Recensement fédéral de la population 2000.

Sources: Graphique élaboré par l'Ustat à partir des données du Recensement fédéral de la population (OFS), comptes individuels (OFAS/CSC) et registre des personnes inscrites au chômage (SECO).

nège et de nouvelles pertes de main-d'œuvre.

Tendance à la précarisation

Les chômeurs de longue durée qui n'épuisent pas le droit aux indemnités à la fin de la période de chômage mais dans les mois qui suivent (CLD-FD-post) et qui peuvent donc bénéficier quelque temps encore des prestations et des mesures de la LACI apparaissent en partie comme une catégorie intermédiaire entre les deux autres, en partie comme un cas particulier. En substance, ils parviennent à atténuer les flux vers la non-activité et l'hémorragie de main-d'œuvre par rapport aux chômeurs en fin de droit, mais ils alimentent le phénomène de la précarisation des rapports de travail. Un phénomène intéressant du point de vue des politiques de réinsertion professionnelle.

Détails selon les caractéristiques sociodémographiques et régionales

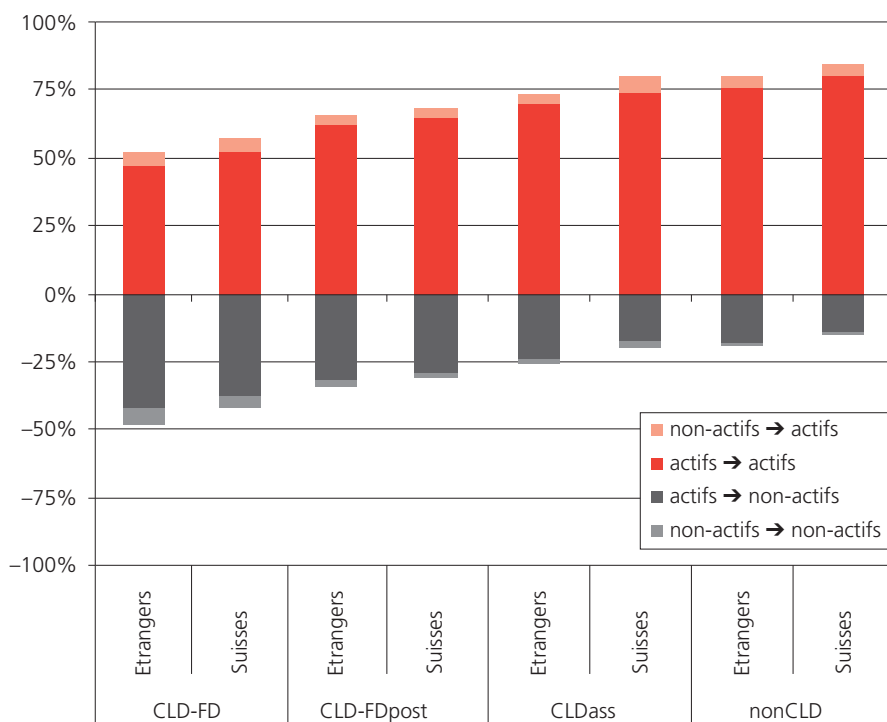
L'incidence du chômage de longue durée et l'intensité de ses conséquences varient entre les principaux groupes sociodémographiques et entre les régions, mais sans modifier radicalement le tableau général décrit ci-dessus. En parallèle, les caractéristiques sociodémographiques jouent partout presque le même rôle par rapport à l'intensité de l'hémorragie de main-d'œuvre qui suit l'épisode de chômage de référence.

L'incidence du chômage de longue durée est plus élevée sur les deux groupes surreprésentés également parmi les chômeurs de courte durée: les **étrangers** (avec un taux d'incidence de 1,5%) et les **personnes ayant une formation primaire** (1,0%, voir tableau T2). Pour la même période, ces deux groupes ont une plus grande probabilité de rester au chômage jusqu'à l'épuisement du droit aux indemnités et ils accusent une plus forte hémorragie de main-d'œuvre (voir figure

Flux entre actifs et non-actifs en comparaison

G3

pre12-post18 selon la nationalité par catégorie de chômeurs de longue durée



Source: Graphique élaboré par l'Ustat à partir des données des comptes individuels (OFAS/CSC) et de celles concernant les personnes inscrites au chômage (SECO).

G3). Les trajectoires des personnes ayant une formation élémentaire se distinguent par des précédents et des rechutes plus longs.

Les **femmes** sont plus vulnérables que les hommes au chômage de longue durée, de même qu'à l'épuisement du droit aux prestations de la LACI. De même, le phénomène de sortie du marché du travail est plus prononcé chez les femmes (parmi les chômeurs en fin de droit CLD-FD et ceux qui n'épuisent pas le droit aux indemnités CLDass) ou analogue (dans la troisième catégorie, CLD-FDpost) à ce qu'il est chez les hommes. Par contre, en termes de précédents et de rechutes, les différences entre les genres sont modestes.

Les **jeunes** tombent moins souvent au chômage que les personnes plus mûres, mais ils y restent plus longtemps: leur taux d'incidence correspond au taux global avec 0,7%, contre 0,6% pour les personnes de plus de 45 ans. Ces dernières, par contre, sont plus nombreuses en proportion à épuiser leur droit aux indemnités. C'est seulement parmi les chômeurs en fin de droit que l'hémorragie de main-d'œuvre augmente avec l'âge, sinon on ne relève pas de différences significatives entre les classes d'âge. Enfin, l'analyse des répétitions révèle partout des précédents et des rechutes de plus courte durée parmi les personnes plus jeunes.

L'incidence du chômage de longue durée est plus grande parmi les **personnes non mariées** (0,8%) que parmi les personnes mariées (0,6%), et ce résultat est dû exclusivement à la composante masculine. De nombreuses hypothèses peuvent être avancées pour l'expliquer, par exemple celle d'une différence de composition des deux groupes au regard d'autres caractéristiques (âge, formation, etc.) ou celle d'une différence de la nécessité de travailler en raison de responsabilités familiales. Mais les personnes mariées réussissent plus souvent à sortir du chômage avant d'épuiser leur droit aux indemnités et, dans le cas des chômeurs en fin de droit CLD-FD et des chômeurs de longue durée qui n'épuisent pas ce droit (CLDass), à subir moins de pertes de main-d'œuvre dans la période qui suit l'événement analysé. En outre, elles ont une plus grande probabilité que l'événement analysé soit le seul épisode de chômage tout au long des séquences prises en considération.

Un autre facteur qui distingue les phénomènes observés est la **durée de la période de chômage étudiée**. En général, plus le chômage dure longtemps, plus il paraît difficile de retrouver une activité et plus grandes sont les consé-

quences, aussi bien en termes d'hémorragie de main-d'œuvre que de précédents et de rechutes (sauf pour les chômeurs en fin de droit). Ces constatations ressortent même de la simple comparaison entre les résultats d'ensemble des catégories de chômeurs, étant donné que, par nature, la durée de l'épisode de chômage analysée diffère entre ces catégories.

Les résultats par **grandes régions** témoignent de ce que la situation n'est pas homogène au plan national (également à cause des dispositions cantonales en matière de réinsertion des chômeurs). La région lémanique (Genève en particulier) et les cantons de Zurich et du Tessin s'écartent significativement des autres en termes d'incidence du phénomène de longue durée (et de courte durée aussi): le pourcentage de chômeurs de longue durée par rapport à la population active est de 1,0% dans la région lémanique (et de 1,7% à Genève), de 0,9% à Zurich et de 0,8% au Tessin. Les mêmes régions accusent les pertes de main-d'œuvre les plus considérables suite à la période de chômage étudiée; elles affichent en outre des précédents et des rechutes d'une durée moyenne supérieure et un rapport entre les deux plus élevé qu'ailleurs.

Conclusion

D'un point de vue méthodologique et phénoménologique, la présente étude exploratoire sur le chômage de longue durée dessine le champ d'analyse potentiel qui résulte du caractère longitudinal des données du registre des comptes individuels de l'AVS/AI.

Ce potentiel englobe les domaines de l'exclusion et de l'intégration au travail, dans une logique de parcours de vie, de transitions entre différents statuts et de durée des diverses étapes. Il s'y ajoute l'observation des conséquences socioéconomiques de nouvelles façons de se positionner au travail et au non-travail. Ce potentiel augmente encore, si on considère la

possibilité de combiner ces données avec celles d'autres sources – au moyen d'identificateurs univoques tels que le nouveau numéro AVS, permettant d'aborder d'autres thèmes, p.ex. la transition école-travail, les trajectoires professionnelles de ceux qui perdent leur emploi à quelques années de la retraite, ou encore les relations entre les différentes assurances sociales dans les transitions concernant les chômeurs en fin de droit.

Il s'agit là d'un scénario captivant pour la recherche scientifique en Suisse, mais aussi d'une grande responsabilité, si l'on veut fournir aux décideurs politiques les connaissances nécessaires pour qu'ils puissent légiférer, suivre l'évolution de ces phénomènes et agir.

Fabio B. Losa, Office de statistique du canton du Tessin, directeur de recherche, actuellement en congé auprès de la Banque africaine de développement à Tunis, et chercheur associé au Centre de recherche en économie et management (CREM) de l'Université de Rennes 1.
Mél.: f.losa@afdb.org

Maurizio Bigotta, Office de statistique du canton du Tessin, doctorant en socioéconomie à l'Université de Genève dans le cadre du Pôle de recherche national LIVES « Surmonter la vulnérabilité: perspective du parcours de vie ».

Mél.: maurizio.bigotta@unige.ch

Eric Stephani, économiste (lic. rer. pol.), collaborateur scientifique, Office de statistique du canton du Tessin.
Mél.: eric.stephani@ti.ch

Gilbert Ritschard, Université de Genève, professeur ordinaire à l'Institut d'études démographiques et du parcours de vie, Université de Genève, et membre du Pôle de recherche national LIVES « Surmonter la vulnérabilité: perspective du parcours de vie ».
Mél.: gilbert.ritschard@unige.ch